

Unité départementale de la Vendée
53, rue de Verdun
85000 La Roche-sur-Yon

Nantes, le 27 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAITMAT

RUE WATT
ZAC DE BELLE PLACE
85000 LA ROCHE-SUR-YON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement TRAITMAT implanté RUE WATT ZAC DE BELLE PLACE 85000 LA ROCHE-SUR-YON. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi d'une mise en demeure et de l'instruction d'une plainte relative aux émissions atmosphériques du four de décapage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAITMAT
- RUE WATT ZAC DE BELLE PLACE 85000 LA ROCHE-SUR-YON
- Code AIOT dans GUN : 0006302621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TRAITMAT exploite des installations de décapage chimique et thermique des métaux, initialement autorisées par l'arrêté du 21 janvier 1991 au profit de la société LG. La société TRAITMAT a repris le site en octobre 2020. Le transfert d'autorisation a été acté par le préfet le 15 mars 2021.

Le site comprend notamment des installations de traitements de surfaces (rubrique 2565-2) et un four de traitement thermique (rubrique 2566).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention du risque de pollution des eaux et des sols
- prévention du risque d'incendie et d'explosion
- rejets atmosphériques du four de décapage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Alarme en point bas – cuves TS	AP de Mise en Demeure du 12/11/2019, article 2	Mise en demeure	Astreinte
Vidange régulière de la rétention commune des cuves de TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rétention de l'ouvrage épuratoire	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Asservissement post-combustion / fonctionnement du four	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Clapets du four de décapage	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Suivi de la température des fumées	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
VLE fumées du four de décapage	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Couverture des cuves de TS	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.1	/	Sans objet
Surveillance des rejets atmosphériques du four	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.2	/	Sans objet
Stockage des pièces traitées avant rinçage	Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté le non-respect d'un des points de la mise en demeure prise à l'encontre de l'exploitant par arrêté du 12 novembre 2019. Les prescriptions concernées visant à la prévention du risque de déversement accidentel, cette situation présente un risque de pollution des eaux et des sols. Par conséquent, il est proposé d'engager à l'encontre de l'exploitant une sanction administrative consistant en une astreinte journalière.

Il a également été constaté le non-respect d'autres dispositions relatives à la prévention des risques d'incendie, d'explosion ou de déversement accidentel. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant, en vue d'une mise en conformité.

Enfin, en ce qui concerne les fumées du four de décapage, pour lesquelles une plainte a été transmise à l'inspection des installations classées, il a été constaté le non-respect de la valeur limite d'émission en poussières (dépassement de 470 % de la concentration maximale fixée). Par conséquent, il est également proposé de mettre en demeure l'exploitant, en vue d'une mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Alarme en point bas – cuves TS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/11/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.
Constats : Chaque cuve de traitement de surface est associée à une capacité de rétention, de type double enveloppe. Ces rétentions, présentant chacune un volume supérieur à 1 000 l, ne sont pas munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, mais seulement d'un repère de niveau.
Observations : À l'exception de la suppression du bain de soude (même si la cuve est toujours présente), la situation constatée est la même que lors de la visite du 10 septembre 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Couverture des cuves de TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les bains de décapage et de phosphatation sont pourvus en partie supérieure d'un couvercle de fermeture. Ces couvercles ne devront être ouverts que lors de l'entrée et de la sortie des pièces à décapier afin de limiter les dispersions de vapeurs.
Constats : Lors de la visite, en l'absence d'entrée ou de sortie des pièces, les bains étaient couverts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vidange régulière de la rétention commune des cuves de TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Les cuves de traitements de surfaces disposent d'une double enveloppe. Elles sont également associées à une autre rétention compartimentée, servant en particulier à recueillir les égouttures. Dans cette rétention compartimentée, il a été constaté un volume non négligeable de liquide et de boues. Cette rétention compartimentée ne peut donc pas être considérée comme vide en fonctionnement normal, ce qui constitue un écart.
Observations : La situation constatée est la même que lors de la visite du 10 septembre 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rétention de l'ouvrage épuratoire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.
Constats : L'ensemble de l'ouvrage épuratoire (de la fosse au stockage des effluents filtrés en attente de réutilisation) ne dirige pas tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme, ce qui constitue un écart.
Observations : L'article 1 de l'arrêté du 12 novembre 2019 a mis en demeure l'exploitant d'associer des capacités de rétention, à la fosse de récupération des égouttures et à plusieurs stockage d'effluents. Depuis la dernière visite, des dispositifs de filtration des effluents ont été ajoutés. L'ensemble ainsi créé (de la fosse au stockage des effluents filtrés en attente de réutilisation) est désormais considéré comme un ouvrage épuratoire, au sens de l'article 54 de l'arrêté du 9 avril 2019. Il est donc considéré que : <ul style="list-style-type: none">- en ce qui concerne la prévention du risque de déversement accidentel au niveau de cet ouvrage épuratoire, c'est désormais l'article 54 de l'arrêté du 9 avril 2019, et pas l'article 20 (visé par l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure), qui est applicable ;- ce point de la mise en demeure du 12 novembre 2019 est, de fait, levé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Asservissement post-combustion / fonctionnement du four

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Le four ne pourra pas être utilisé en cas de dysfonctionnement de la post-combustion.
Constats : Un dysfonctionnement de la post-combustion serait visible sur le tableau de commande du four (voyant), mais ne stopperait pas le fonctionnement des brûleurs du four, ce qui constitue un écart.
Observations : La situation constatée est la même que lors de la visite du 10 septembre 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Clapets du four de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Prescription contrôlée : Deux clapets de sécurité devront être adaptés au-dessus du four afin de laisser échapper toute augmentation de pression à l'intérieur de celui-ci.
Constats : Le four ne dispose d'aucun clapet de sécurité (anti-explosion).
Observations : La situation constatée est la même que lors de la visite du 10 septembre 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Suivi de la température des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Prescription contrôlée : Une élévation de la température des fumées dans la cheminée d'évacuation (température supérieure à 900°C) devra être détectée par un système approprié avec commande d'un système de pulvérisation d'eau.
Constats : Aucun dispositif de suivi de la température des fumées dans la cheminée n'est présent. Le dispositif de pulvérisation d'eau dans le four se contrôle manuellement par une vanne quart de tour. Un suivi de la température est réalisé au niveau de la post-combustion et du four. Une trappe située au niveau de la post-combustion permet également de contrôler visuellement l'absence de flamme. Les moyens en place ne sont pas conformes à l'arrêté d'autorisation.
Observations : La situation constatée est la même que lors de la visite du 10 septembre 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques du four

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Campagne annuelle de surveillance des rejets atmosphériques du four de décapage.
Constats : Aucune campagne de mesures n'a été réalisée en 2021 (il est rappelé que le site a été repris fin 2020). Cet écart a été levé par la réalisation d'une campagne de mesures en mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE fumées du four de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les effluents atmosphériques issus du four de décapage thermique respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Débit : 1250 m³/h- Poussières : 3,6 mg/m³- Métaux lourds (Sb+As+Cd+Cr+Co+Cu+Mn+Ni +Pb+Tl+V) : 0,9 mg/m³- Éléments chlorés (HCl) : 18 mg/m³
Constats : Les résultats de la campagne de mesures, réalisée en mars 2022 par la société IRH, ont mis en évidence le dépassement suivant des valeurs limites applicables : <ul style="list-style-type: none">- poussières : 20.5 mg/m³, pour une VLE de 3.6 mg/m³. <p>Lors de cette campagne, le débit ainsi que les émissions de métaux lourds et de HCl se sont avérés conformes.</p>
Observations : Les émissions atmosphériques du four de décapage thermique font l'objet d'une plainte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage des pièces traitées avant rinçage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/1991, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Les pièces décapées dans le four, couvertes de résidus et en cours de refroidissement avant rinçage, sont désormais stockées à l'intérieur de l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet